

Il n'y a pas de révolution sans risque

Elisabeth Roudinesco

LEMONDE, 18.02.11

"Lorsqu'une nation a été forcée de recourir au droit de l'insurrection, disait Robespierre en 1792, elle rentre dans l'état de nature à l'égard du tyran. Comment celui-ci pourrait-il invoquer le pacte social ? Il l'a anéanti. (...) Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires ; ils ne rendent point de sentences, ils lancent la foudre."

Rien n'est plus exact que cette manière de décrire la naissance d'un processus révolutionnaire. Et d'ailleurs, depuis la conférence inaugurale d'Ernest Labrousse (*Comment naissent les révolutions*), prononcée au moment de la célébration du centenaire de la Révolution de 1789, on sait que la révolution est une séance courte, un événement foudroyant, parfois sanglant, dont on s'aperçoit après-coup qu'il ne pouvait pas ne pas se produire.

Les fameuses "causes", qui relèvent du temps long, et non pas de l'irruption d'un réel toujours imprévisible, sont multiples : constitution d'une classe éclairée, crise économique et sociale, rupture entre le peuple et son prince – monarque, tyran, dictateur – sur fond d'impossibilité pour celui-ci d'effectuer la moindre réforme sans être dépossédé de son pouvoir : trop tard. On connaît la suite : le peuple, allié aux élites, tente, par l'avènement d'un régime démocratique et d'un Etat de droit, de concilier la liberté (individuelle) et l'égalité (sociale et économique). Tel est l'idéal de toute révolution passée et à venir, toujours désiré, parfois réalisé...

En France, depuis qu'en 1989 on a célébré le bicentenaire de la Révolution en sens contraire de l'énoncé de Labrousse, et en prétendant abolir sa puissance événementielle, puisque par essence elle ne serait qu'un prélude à la Terreur et aux bains de sang, on a contribué à bannir des consciences l'idée qu'elle pût être désirable. Et on lui a opposé le principe dit "réaliste" d'une possible "fin de l'Histoire" sans voir que ce terme, inventé par Alexandre Kojève, renvoyait à un fantasme et non à une réalité comme voulut le faire croire Francis Fukuyama, penseur américain néo-conservateur. L'historien François Furet (auteur de *Penser la révolution française*, Gallimard, 1978), au même titre que les adeptes du "goulag est déjà dans Hegel et dans Marx", se firent les hérauts de cet étrange moment festif qui permit aux partisans de la Restauration et autres artisans de la désespérance programmée de haïr la Révolution plutôt que d'en critiquer la marche. A la même date, ils se félicitèrent de la chute du communisme dans les pays de l'Est mais ils méconnurent sa signification en pensant qu'elles mettaient un point final à tout espoir révolutionnaire. Comme si l'échec radical d'un idéal devait conduire le peuple à renoncer à tout idéal.

C'était refuser de voir que ces révolutions obéissaient au même modèle que celles du XIX^e siècle : un Printemps des peuples. Depuis 1789, aucun régime issu de la

Déclaration des droits de l'homme n'a encore réussi à concilier la liberté et l'égalité. A cet égard, mieux valait, cent ans plus tard, la démocratie libérale que le hideux visage du stalinisme. Et c'est la raison pour laquelle – de l'URSS à la Chine – les peuples de l'Est prirent acte de l'impasse du socialisme réel et du renversement de l'idéal révolutionnaire en son contraire. Rien ne permet de dire qu'il y avait là un déni de toute forme de désir révolutionnaire.

LE PIRE SERAIT DE CONDAMNER PAR AVANCE L'ESPOIR AU NOM D'UNE POSSIBLE DÉRIVE

Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe et dont il faut se réjouir, c'est le retour de cet idéal, le désir d'en finir avec la peste et le choléra : autant avec les dictatures qu'avec l'islamisme politique. N'en déplaise à certains de nos intellectuels craintifs et déjà enclins à penser que charia, burqa, lapidations et autres coutumes barbares, étrangères d'ailleurs à l'islam des Lumières, sont déjà contenues dans les aspirations des opposants. Ce désir a été porté par la jeunesse, par les nouveaux moyens de communication, par les femmes, par le peuple et contre tous ceux qui, d'un bout à l'autre de la planète, n'ont pas cessé de redouter le retour des lendemains qui chantent.

Certes, les barbares sont bien là, mais leur dangerosité a aussi pour cause le fait qu'ils ont été persécutés – et non pas combattus – par des dictatures corrompues, elles-mêmes soutenues par certains représentants des démocraties occidentales et, pire encore, par des dirigeants israéliens engagés dans une politique suicidaire pour Israël, pour son peuple et pour les Juifs du monde entier, une politique contraire aux idéaux de liberté d'un certain sionisme révolutionnaire aujourd'hui incarné par une minorité d'intellectuels progressistes désireux de vivre en paix avec des Palestiniens en proie aux mêmes rêves et aux mêmes déceptions. Aucune révolution ne se fait sans risque, et nul ne peut prévoir de quoi demain sera fait. Le pire serait de condamner par avance l'espoir au nom d'une possible dérive à laquelle on finirait par aspirer à force de jouir d'en avoir peur.

L'esprit de la Révolution est en marche. Un jour viendra où il se propagera de l'Iran à la Chine en passant par l'ensemble du monde arabe. Et de même il reviendra en France, sous d'autres formes, au moment même où l'on pensera l'avoir définitivement extirpé des consciences. En témoigne, comme signe avant-coureur, le succès impressionnant d'un petit opuscule *Indignez-vous !* dont l'auteur, Stéphane Hessel, gaulliste et social-démocrate, ancien résistant, ancien déporté, pacifiste et peu enclin aux violences de rues, n'avait pas un instant imaginé qu'il aurait une telle portée. Ainsi, un signifiant aura-t-il suffi à revaloriser en un instant un idéal de rébellion dans une société mise à mal par un mauvais gouvernement. Ce qui arrive aujourd'hui, et qui arrivera dans le monde mondialisé de demain, c'est le rêve d'un ailleurs à venir non encore circonscrit et qui serait le nouveau nom de la révolution : autrefois Mandela, aujourd'hui Bouazizi, jasmin, Nil.

"La Révolution est un bloc", disait Clemenceau. Il faut s'en souvenir pour faire exister un projet de changement social qui n'éliminerait pas les libertés fondamentales et permettrait de combattre l'obscurantisme et le communautarisme.

Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse